

7 approches pour s'accoutumer à l'économie solidaire.

1) l'approche éthique

Discussion sur les valeurs qui fondent nos sociétés.

Le projet d'une société juste et la justice sociale. (Tous les êtres humains sont égaux)

Le droit inconditionnel pour chacun à l'ensemble le plus étendu possible des libertés et le droit aux mêmes chances pour tout un chacun d'accéder aux libertés.

L'ordre social juste et les principes de distribution de ressources marchandes et non marchandes.

Le droit au travail. La solidarité.

2) l'approche historique

L'histoire de la civilisation et son organisation économique, trois exemples :

- L'Egypte et l'impôt négatif et les contrecoups de l'invasion romaine.
- Le moyen âge et le système monétaire féodal et les contrecoups du mouvement corporatiste.
- L'industrialisation et la naissance des mouvements associatifs et les contrecoups de l'expérience capitaliste.

Aujourd'hui, en rentrant dans l'ère de la société de l'information nous disposons d'un système d'organisation économique dual (capitalisme, redistribution), issu de l'ère industrielle, autour duquel il faudrait organiser un concept d'organisation économique pluriel.

3) l'approche socio-économique générale actuelle

Depuis l'ère de l'industrialisation, le jeu d'ensemble du secteur privé et du secteur public permet au dernier d'organiser l'état providence.

- Le secteur privé avec son objectif du lucre crée les richesses.
- Le secteur public avec son objectif de la redistribution garantit la cohésion dans la société.

Le passage de nos sociétés dans l'ère du savoir, de la communication et de l'information demande une réflexion profonde sur l'efficacité future du système dual.

La mise en place d'un « troisième secteur » générant des « bénéfices sociaux » devrait en partie reprendre des responsabilités jusqu'à présent produites par le jeu d'ensemble des deux autres secteurs.

4) l'approche citoyenne

La construction démocratique de nos sociétés demande en permanence une réflexion sur des espaces qui permettent à tout un chacun de pouvoir participer à l'évolution de ceux-ci.

La création de nouveaux espaces, répondant à des besoins détectés, est intimement liée à la notion moderne du bénévolat et trouve ses formes d'existence et sa valorisation à travers le fait de la liberté de s'associer.

S'il y a bénévolat, il est évident qu'en termes économiques sa valorisation demande l'acceptation du facteur de la réciprocité comme étant l'un des moteurs de la coexistence et de la solidarité entre êtres humains.

En valorisant cet engagement à sa juste valeur et en lui conférant la place qui lui revient, il sera possible de renouer avec des formes d'organisation économiques qui permettront, de façon synergique, à construire une économie à caractère pluriel.

5) *l'approche monétaire et économique*

Le PIB est la mesure pour décrire la productivité d'une société à un niveau national. Il ne tient ni compte des dégâts coûteux y relatifs, ni de ce qui est produit dans ce qu'on appelle l'économie informelle sous toutes ces formes.

Les frais de réparation, au niveau de l'environnement par exemple, et les contributions de l'économie informelle sont néanmoins des facteurs de première importance pour pouvoir garantir un bon fonctionnement de nos sociétés et de par la rendre possible une politique de développement durable.

Pour activer ces performances dans une logique synergique et en considérant les externalités positives générées, d'autres formes d'échanges que la seule monétaire devraient y trouver leur place (exemple : les chèques services).

6) *l'approche géographique*

Sans projets , il n'y a pas de progrès.

Les projets sont faits par des unités, qui partant de l'individu peuvent être des familles, d'autres groupements de personnes, des entreprises, mais l'unité peut aussi avoir un caractère qui se rattache au lieu.

A la mondialisation, qui traite le lieu en considérant la terre entière comme un ensemble global, s'oppose le local qui se définit par la considération d'un lieu d'action le plus petit possible pour développer des activités et des projets bénéfiques aux populations respectives.

En ce sens l'approche locale utilise des stratégies relevant du bottom-up, et par conséquent évite les rigidités dans l'action que peuvent emmener des systèmes trop centralisés.

7) *l'approche comparative*

Le mouvement des coopératives et des mutuelles, par exemple, ont été des réactions aux déficits produit par une économie marchande « exclusive » évoluant avec l'industrialisation.

A l'entreprise capitaliste se joignait une démarche solidaire de la population pour atténuer les problèmes émergeant de la redistribution.

En axant ses activités trop sur les problèmes de la distribution et délaissant également le facteur de la production d'un surplus ainsi que le champ de l'intervention politique, cette économie sociale devient dépendante de l'économie de marché.

L'économie solidaire veut justement occuper ce terrain délaissé par l'économie sociale comme étant une plate-forme essentielle à sa démarche.